



Conseil économique et social

Distr. générale
13 juin 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Débat consacré à l'intégration

Compte rendu analytique de la 24^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 3 mai 2018, à 10 heures

Président : M. Matjila (Vice-Président) (Afrique du Sud)

Sommaire

Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré à l'intégration (*suite*)

Session 5 : Table ronde sur le thème « Tirer parti de la technologie et de l'innovation pour soutenir la résilience et l'inclusion en Afrique dans le contexte du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 »

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-07090 (F)



Merci de recycler



En l'absence M^{me} Chatardova (Tchéquie), Présidente, M. Matjila (Afrique du Sud), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré à l'intégration (suite)

Session 5 : Table ronde sur le thème « Tirer parti de la technologie et de l'innovation pour soutenir la résilience et l'inclusion en Afrique dans le contexte du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 »

1. **Le Président** annonce que la session 5 portera sur les difficultés particulières rencontrées par les pays africains. Le débat sera l'occasion d'étudier comment des solutions technologiques innovantes appliquées à tel ou tel contexte sont de nature à atténuer nombre des vulnérabilités du continent, de manière à atteindre, à terme, les objectifs de développement durable.

2. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project), modératrice, rappelle que l'Afrique se heurte à de gigantesques obstacles en ce qui concerne les piliers économique, social et environnemental du développement durable. L'instabilité des prix du pétrole et d'autres produits de base montre plus avant que le continent est vulnérable aux chocs économiques mondiaux car ses exportations de matières premières sont limitées. La crise du virus Ebola a montré qu'il fallait d'urgence mettre en place des systèmes de santé résilients, notamment en promouvant la recherche et le développement pour faire face aux besoins en matière de santé publique et en recourant à la technologie pour la collecte et la diffusion de l'information. Pour tirer le meilleur parti de la technologie et de l'innovation afin de renforcer la résilience et la croissance inclusive en Afrique, il faudra impérativement remédier à la fracture numérique, augmenter les capacités des systèmes de données, rehausser nettement les capacités productives et favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat. Dans ce contexte, les participants envisageront les synergies possibles entre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine en vue de bâtir des sociétés durables et résilientes.

3. Les participants chercheront à déterminer comment des politiques publiques intégrées peuvent aider les pays africains à remédier à leurs vulnérabilités, quelles sont les difficultés rencontrées par les pays africains dans la formulation de politiques intégrées, quelle a été jusqu'à présent leur expérience du recours à la technologie et à l'innovation pour renforcer la

résilience et l'inclusion de façon intégrée, et comment le système des Nations Unies pour le développement et les partenaires de développement traditionnels, nouveaux et émergents peuvent aider les pays africains à tirer parti de la technologie et de l'innovation pour améliorer la résilience et l'inclusion dans la mise en œuvre des stratégies nationales, sous-régionales et continentales.

4. **M^{me} Phaladi** encourage les participants à être actifs sur les médias sociaux, en utilisant le mot-dièse #resilienceintegrated, durant les échanges de vues, de sorte que la discussion ne soit pas confinée à la salle de conférence.

5. **M^{me} Jallah** (Ministre de la santé et des affaires sociales du Libéria), participante, accompagnant ses observations d'un diaporama, déclare que son pays a bien conscience des problèmes qu'il rencontre à tous les niveaux pour assurer sa viabilité et sa résilience face aux chocs intérieurs comme extérieurs, qui mettent en évidence ses vulnérabilités dans toutes les dimensions du développement durable et au niveau de ses structures politiques et institutionnelles. La priorité est de trouver des solutions pour renforcer la résilience et l'état de préparation en vue de faire face à des menaces précises et d'atténuer les vulnérabilités. Les avancées obtenues dans les domaines de la science et de la technologie et en matière d'innovation peuvent être mises à profit pour améliorer la vie quotidienne de la population libérienne.

6. La récente épidémie d'Ebola qui a éclaté au Libéria témoigne de ces difficultés. Situé en Afrique de l'Ouest et comptant plus de quatre millions d'habitants, le pays connaît un certain nombre de problèmes en ce qui concerne son système de santé, notamment des taux élevés de mortalité maternelle et infantile. Le premier cas d'Ebola survenu en Afrique de l'Ouest a été recensé en Guinée en décembre 2013 ; plus de 28 000 personnes ont été atteintes dans la région, et 11 000 ont succombé à la maladie. L'état d'urgence a été proclamé au Libéria en août 2014. L'un des principaux facteurs de propagation du virus a résidé dans la faiblesse du système de surveillance de la santé publique et son incapacité à détecter la maladie et à la traiter en temps voulu. La panique suscitée par le virus a donné lieu à des grands titres alarmistes dans les journaux, où l'on a même pu lire que le Gouvernement menait contre le virus un combat qu'il était en train de perdre.

7. Le déploiement de technologies facilitant la surveillance et la recherche des contacts, et l'amélioration des techniques de laboratoire permettant d'obtenir plus rapidement un diagnostic et des résultats d'analyse, l'envoi d'échantillons à l'étranger n'étant plus nécessaire, ont marqué un tournant dans la lutte

contre l'Ebola. Le système d'information sanitaire qui existait avec la flambée d'Ebola était adapté aux besoins ordinaires du pays mais n'a pas été en mesure d'enrayer la crise. La stratégie de surveillance post-Ebola est alignée sur le plan de résilience du système de santé et tient compte des technologies disponibles. Pendant la crise d'Ebola qui a duré de 2014 à 2016, le Libéria disposait d'un système de prestations sanitaires défaillant ; il cherche à présent à se doter d'un système résilient capable de détecter, prévenir et atténuer une épidémie.

8. Lors de l'élaboration du cadre à prévoir pour le système d'information sanitaire, on a beaucoup débattu de la question de savoir s'il fallait utiliser des logiciels propriétaires ou libres. La coordination régionale est également une priorité, dans la mesure où la Sierra Leone et la Guinée ont aussi été touchées par l'épidémie d'Ebola. Il est essentiel de veiller à l'appropriation et à la direction par le pays d'un nouveau système, quel qu'il soit. Les principaux obstacles à la mise au point d'un nouveau système tiennent au caractère sporadique de l'alimentation en électricité, au mauvais état des routes, à l'accès limité à Internet et à la très faible intégration des systèmes. Une fois réglés ces problèmes fondamentaux, le Libéria sera mieux préparé en cas de nouvelle épidémie car il pourra surveiller la situation bien plus facilement.

9. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project) demande quel est le rôle joué par la participation citoyenne et les partenariats public-privé dans l'atténuation des problèmes rencontrés et l'amélioration de la capacité du Gouvernement à faire face à de futures crises sanitaires.

10. **M^{me} Jallah** (Ministre de la santé et des affaires sociales du Libéria) dit que la mobilisation de sa population sans exclusive et une coopération étroite avec ses partenaires dans d'autres pays africains pour atteindre des objectifs communs et partager des pratiques optimales revêtent la plus haute importance. Les partenaires donateurs ont également joué un rôle crucial en levant des fonds pour investir dans la technologie qui a permis au système de soins de santé de maîtriser la maladie.

11. **M^{me} Gawanas** (Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique), participante, estime que les problèmes de développement multidimensionnels que connaît l'Afrique appellent une appréhension globale et multidimensionnelle de ses vulnérabilités, par exemple les catastrophes naturelles, les épisodes de sécheresse et les crises sanitaires telles que l'épidémie d'Ebola. Dans le domaine de la mortalité maternelle, en particulier,

l'Afrique est loin derrière le reste du monde. Les économies africaines sont également vulnérables aux chocs extérieurs en raison de leur dépendance excessive à l'égard des exportations de ressources naturelles, ce qui a une incidence négative sur la croissance et le développement durable et nuit à la résilience et à la cohésion des sociétés. Des interventions politiques complètes et intégrées s'imposent, qui tiennent compte de menaces naissantes comme le terrorisme, la migration forcée et les épidémies, afin de renforcer la préparation et de conserver les acquis obtenus de haute lutte en Afrique.

12. Il sera crucial d'engager des politiques favorables aux pauvres et faisant place aux femmes pour réduire les risques de catastrophe et pouvoir faire face aux crises et s'en relever. Les sociétés résilientes et inclusives sont profondément enracinées dans le respect des droits de l'homme, la réduction des inégalités et l'autonomisation. L'Agenda 2063 de l'Union africaine a fixé pour objectif de réduire le taux de pauvreté de 2030 de 30 %. Quelque 390 millions d'Africains, soit la moitié des pauvres du monde, sont toujours en situation de pauvreté. L'élimination de la pauvreté doit être systématiquement prise en considération pour atteindre l'objectif de ne laisser personne de côté. Il faut que les mécanismes nationaux de coordination en lien avec le Programme 2030 exploitent les liens entre les objectifs et les cibles. On ne pourra venir à bout de la pauvreté sans assurer la fourniture de services de base – eau salubre, assainissement, électricité, soins de santé et éducation. L'autonomisation des femmes et des jeunes passe par une action qui couvre l'ensemble du Programme 2030, et la promotion de l'intégration régionale stimulera la productivité et facilitera l'accès à l'emploi. Il convient de ne pas sous-estimer le pouvoir des femmes qui vendent leurs produits et de celles qui travaillent la terre ; le secteur informel, qui emploie la plupart des femmes, devra faire l'objet d'une plus grande attention.

13. La coopération internationale au service du développement joue un rôle capital pour combler le fossé qui existe en termes de financement et compléter les ressources intérieures. Les gouvernements doivent donner la priorité à l'investissement dans l'éducation, la formation, le perfectionnement professionnel, la protection sociale et les infrastructures. L'aide publique au développement reste importante pour les pays les moins avancés, et les partenaires doivent honorer leurs engagements sur ce plan. Il faut également s'attaquer à un autre sujet de préoccupation, à savoir les quelque 60 milliards de dollars qui quittent l'Afrique sous forme de flux financiers illicites, montant qui dépasse le

volume annuel de l'aide. Cela permettrait de libérer des ressources importantes pour le développement.

14. Pour tirer parti de la technologie et de l'innovation, il est nécessaire de procéder à des investissements ciblés dans les infrastructures comme la connectivité à haut débit afin d'atteindre les plus pauvres. Les applications technologiques peuvent être utiles dans des domaines tels que l'inclusion financière, la surveillance de l'environnement et la communication de données météorologiques aux petits exploitants agricoles. Toutefois, l'Afrique a encore du retard en termes d'accès à l'informatique et aux communications ; seuls 18 % des ménages ont accès à Internet et le fossé numérique entre les sexes, qui se réduit dans la plupart des régions du monde, s'est en fait creusé en Afrique.

15. Pour tirer avantage de la technologie au niveau local, il est nécessaire d'investir considérablement dans le développement des infrastructures, gage essentiel de progrès. Il est honteux qu'à l'ère de la quatrième révolution industrielle, des millions d'Africains des zones rurales n'aient ni électricité, ni services d'assainissement, ni eau potable. Les Africaines ne devraient pas avoir à passer plusieurs heures chaque jour à transporter de l'eau pour boire et cuisiner.

16. La prévention des conflits et la lutte contre les nouvelles menaces visant la paix et la sécurité sont indispensables pour renforcer la résilience. Il sera crucial de comprendre l'interaction entre les catastrophes naturelles, les menaces écologiques et les autres déclencheurs de conflit pour en traiter les causes profondes. Il faut soutenir les initiatives africaines pour créer l'Afrique que les Africains veulent.

17. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project) souhaite savoir s'il existe une volonté politique forte de faire participer les femmes et les jeunes comme acteurs et non pas simplement comme bénéficiaires du développement et, dans l'affirmative, si les politiques adéquates sont menées en ce sens.

18. **M^{me} Gawanas** (Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique) déclare qu'il y a eu des progrès importants en termes de participation des femmes mais qu'il faut encore faire davantage. Ce sont essentiellement les femmes qui assurent la résilience de leur collectivité pendant les périodes difficiles, mais leur pouvoir de décision demeure insuffisant. Celles qui tiennent des étals sur les marchés n'ont peut-être pas de diplômes ou de justificatifs d'études, mais elles jouent un rôle important dans l'activité économique et la vie locale. Se pose également le problème des jeunes : les perspectives économiques qui s'offrent à eux sont très limitées et la tendance actuelle à réduire les effectifs du

secteur public signifie que l'on ne doit pas compter sur les gouvernements pour fournir des emplois. Les partenariats avec le secteur privé semblent être le meilleur moyen d'aller de l'avant sur ce plan.

19. **M^{me} Ibrahim** (Première Vice-Présidente et Cheffe de la division des marchés pour le Moyen-Orient et l'Afrique chez Ericsson), participante, accompagnant sa déclaration d'un diaporama, fait observer que la technologie a permis diverses formes d'innovation et aidé à renforcer l'inclusion et la résilience en Afrique. Des politiques publiques intégrées sont essentielles pour relever les défis et rendre l'inclusion possible.

20. Plus de la moitié de la population du continent africain a accès à des services répondant à ses besoins élémentaires, et la technologie mobile peut être un moteur de croissance économique et sociale. D'après une étude réalisée par Ericsson avec l'Imperial College de Londres en 2017, chaque augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit mobile se traduit par une hausse de la croissance économique pouvant atteindre 2,8 %. Il est donc clair qu'un accès accru à la technologie mobile favorise le développement macroéconomique. La technologie profite également à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 1 sur l'élimination de la pauvreté, l'objectif 3 sur la santé, l'objectif 4 sur l'éducation et l'objectif 5 sur l'égalité des sexes.

21. L'Afrique reste le marché qui connaît la croissance la plus rapide dans le domaine de la technologie mobile, avec 800 millions d'abonnés, soit 65 % de la population, en 2017. Au vu du taux de croissance annuelle prévu de 6 % au cours des cinq prochaines années, le continent devrait compter 1 milliard d'abonnés d'ici à 2023. Les infrastructures requises pour répondre à la demande de ces nouveaux abonnés doivent être fiables et d'un bon rapport coût-efficacité. L'utilisation accrue de la réalité virtuelle et des services de diffusion en flux demandera un plus haut débit, davantage de bande passante et un temps de latence moindre. Dans leurs efforts pour garantir un large accès, les gouvernements devraient se tourner vers les attributions de fréquence, étant donné que la bande de fréquence la plus basse, de 700 à 800 MHz, pourrait servir à couvrir les zones rurales et les villages, à condition de prévoir également un accès adapté à des fréquences plus hautes. Ericsson collabore déjà avec l'Earth Institute de l'Université Columbia, Millennium Hope et d'autres entreprises de télécommunications pour connecter les villages, mais il faut mobiliser plus de sociétés privées.

22. Les services d'argent mobile tels que le porte-monnaie électronique ont conduit à une meilleure

inclusion financière. Les smartphones ont mis les services financiers à la portée des agriculteurs, des femmes et des entrepreneurs travaillant à domicile, par exemple. Même les gouvernements ont recours à des solutions mobiles et en ligne pour les versements d'assurance médicale et bien d'autres types de services et ont constaté que cela se traduisait par une augmentation des recettes. Une réflexion s'impose sur la façon d'utiliser ces outils plus efficacement et de les rendre plus rapides et sûrs afin que les institutions financières soient elles aussi intéressées.

23. La plus grande ressource de l'Afrique est sa population, qui devrait être dotée des compétences nécessaires dans des domaines comme la science des données et le commerce sans fil. Par conséquent, Ericsson a lancé un programme de formation à l'informatique et aux communications au profit des filles scolarisées dans l'enseignement primaire en Afrique du Sud et au Cameroun, qu'elle espère étendre à d'autres pays. Afin d'accroître la résilience et d'accélérer l'intégration grâce à la connectivité mobile, il faut que les infrastructures requises soient en place, que les téléphones portables soient d'un coût abordable et que les consommateurs soient formés à leur utilisation. Il importe également d'harmoniser les politiques publiques entre les pays et d'intensifier la collaboration entre les secteurs privé et public au moyen d'incitations à l'innovation.

24. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project), soulevant la question de la responsabilité sociale des entreprises, demande quels conseils elle devrait prodiguer aux États Membres et à la société civile en ce qui concerne l'élaboration d'une offre de valeur pour encourager le secteur privé à investir dans le développement.

25. **M^{me} Ibrahim** (Première Vice-Présidente et Cheffe de la division des marchés pour le Moyen-Orient et l'Afrique chez Ericsson) affirme que la participation de son entreprise à des projets de développement se justifie essentiellement par une volonté de faire le bien. Les actions visant à concrétiser l'objectif d'un avenir durable pour l'Afrique façonneront également l'avenir de l'entreprise. Des incitations n'en restent pas moins nécessaires. Le secteur public pourrait appuyer les start-ups et les universités en collaborant avec elles ou en les invitant à mettre en place des pôles de développement. Ces efforts conjoints doivent refléter un juste équilibre entre la participation des entreprises et celle de l'État.

26. **M. Selker** (Directeur des ventes internationales de l'Observatoire hydrométéorologique transafricain),

participant, accompagnant ses observations d'un diaporama, souligne que l'Observatoire montre clairement comment la technologie peut aider à remédier à certains des problèmes soulevés durant le débat sur la résilience et l'innovation. L'histoire de l'Observatoire remonte à 2010, quand deux scientifiques qui procédaient à une expérience d'hydrologie en Afrique de l'Ouest ont cherché des données sur les précipitations au cours des années précédentes et n'ont rien trouvé, alors qu'il s'agit d'informations fondamentales. Ils se sont donc fixé la tâche ambitieuse d'assurer un suivi météorologique de l'ensemble du continent. Quarante ans plus tôt, on disposait de bonnes données météorologiques pour l'Afrique mais, au fil du temps, les stations météorologiques sont lentement devenues silencieuses.

27. Les informations météorologiques sont essentielles à la résilience car elles touchent des domaines importants tels que l'agriculture, les infrastructures et la préparation aux catastrophes naturelles. Parmi les obstacles à l'observation du climat figurent la concurrence légitime pour des fonds publics limités et le défaut de durabilité du réseau de stations météorologiques, lesquelles ont généralement été installées dans une logique de court terme, pour des projets donnés, mais pas entretenues. Les économies d'échelle revêtent également de l'importance, étant donné qu'il faut des données au niveau continental plutôt que par pays. Malheureusement, les satellites ne sont pas en mesure de répondre à ce besoin – ils peuvent rendre compte de la couverture nuageuse, par exemple, mais pas déterminer la quantité de pluie qui a effectivement touché le sol.

28. Les données météorologiques font partie des infrastructures critiques dont l'intérêt n'est plus à démontrer pour l'agriculture, les infrastructures, l'économie et la santé ; par ailleurs, les données elles-mêmes et leurs moyens de collecte présentent également une valeur scientifique et économique future que l'on ne connaît pas encore. L'Afrique abrite 60 % des terres arables du monde et d'excellentes ressources en eau, et elle a un rôle important à jouer durant le siècle à venir. La révolution technologique offre des perspectives en améliorant la capacité de collecter, stocker et traiter les données et de les diffuser en les communiquant directement à des usagers comme les agriculteurs, grâce à la disponibilité et à l'utilisation accrues des smartphones. La station météorologique elle-même a été conçue dans le cadre d'un partenariat public-privé. Elle ne comporte pas de pièce mobile et est alimentée par un panneau solaire de la taille d'une carte de visite. Elle est capable de détecter la pluie, le

vent, l'humidité et même les éclairs jusqu'à une distance de 40 kilomètres.

29. Bien entendu, la technologie ne saurait à elle seule régler le problème ni garantir la durabilité. Un effort concerté a été fait pour établir un véritable partenariat avec les gouvernements en fournissant les données des stations météorologiques ainsi que de toute initiative scientifique à leurs services compétents sans frais, tout en vendant ces données à des organismes privés tels qu'IBM, qui possède The Weather Channel, pour financer le système. Le nombre de stations installées s'élève actuellement à 500, pour un objectif de 20 000, à terme. Réaliser cet objectif permettrait par exemple de disposer d'assez de données locales pour étayer les déclarations de sinistre déposées par les agriculteurs africains au sujet de leurs cultures, ce qui n'est actuellement pas le cas. Ces stations météorologiques peuvent être mises en place pour un dixième du coût d'une station classique. La source ultime de résilience réside dans l'éducation des personnes, raison pour laquelle la plupart des stations météorologiques ont été installées dans des écoles. Les stations y sont utilisées pour l'enseignement des sciences, de la géographie, des mathématiques, de l'ingénierie et de la statistique, et les élèves doivent atteindre chaque mois des objectifs de recherche. Un programme de jumelage a été lancé entre ces écoles et des établissements scolaires des États-Unis pour créer des liens entre les cultures.

30. Pour résumer, M. Selker dresse la liste des clés de la réussite, qui consistent dans une technologie fiable et bon marché, un partenariat véritable avec les gouvernements, une approche institutionnelle soutenue plutôt qu'une méthode axée sur des projets à court terme, et la production de données à l'échelle continentale pour attirer les entreprises privées.

31. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project) demande si le plus grand défi tient aux moyens ou à la volonté politique.

32. **M. Selker** (Directeur des ventes internationales de l'Observatoire hydrométéorologique transafricain) répond que les succès considérables qui ont été obtenus montrent qu'il existe à la fois des moyens et une volonté politique ; la plus grande difficulté consiste à passer d'une approche axée sur les projets à une logique institutionnelle, en particulier au vu du faible coût de la technologie. Les services météorologiques nationaux sont quelque peu isolés, et des efforts s'imposent pour instiller une culture du partage des données.

33. **Le Président** demande des précisions sur le plan d'entretien prévu pour les stations météorologiques afin d'assurer leur durabilité.

34. **M. Selker** (Directeur des ventes internationales de l'Observatoire hydrométéorologique transafricain) précise qu'un réseau de membres de l'entreprise voyage dans toute l'Afrique pour contrôler et entretenir les stations. Les élèves des écoles où celles-ci sont installées participent également aux activités de nettoyage et de maintenance. Les stations n'ont pas de pièces mobiles et ont été conçues pour durer ; compte tenu de leur coût modeste, leur remplacement n'est pas un lourd fardeau à assumer.

35. **M. Ogure** (Coordonnateur du Map Kibera Trust – Kenya), participant, déclare s'être installé à Kibera, implantation sauvage de Nairobi, qui se trouve être le plus grand bidonville d'Afrique. En 2009, Kibera n'existait pas sur les cartes du pays. Ses résidents se sentaient marginalisés, ignorés et négligés et ont donc décidé qu'ils voulaient montrer au reste du monde où ils habitaient. Ainsi, 13 jeunes issus de chacun des 13 villages formant Kibera ont arpenté leurs quartiers, équipés de dispositifs de géolocalisation sur leurs téléphones portables, cartographiant tous les points d'intérêt et endroits importants pour eux. Avec l'aide d'OpenStreetMap, ils ont établi la première carte numérique de Kibera. Cette carte débordait d'informations ; dès lors, dans le cadre d'un forum local, 10 catégories de renseignements ont été réparties en quatre grands domaines (santé, sécurité, eau et assainissement, et éducation), ce qui a permis d'établir une carte pour chaque thème.

36. L'un des mandats du projet Map Kibera consiste à accroître l'influence et la représentation des collectivités marginalisées grâce à une utilisation créative de la technologie numérique. Une fois la cartographie achevée, le groupe a décidé de lancer une initiative de journalisme citoyen pour offrir aux habitants une tribune où parler des aspects illustrés par la carte. Le site Web Voice of Kibera (voiceofkibera.org) a été créé afin de permettre aux gens à la fois d'envoyer et de recevoir des informations plus ou moins détaillées par service de minimessages. Une plateforme vidéo a ensuite vu le jour, alimentée par des jeunes se promenant dans le quartier munis de caméras et interviewant des résidents, qui peuvent ainsi livrer leur propre point de vue sur tel ou tel sujet. Les vidéos sont téléchargées sur une chaîne YouTube et partagées avec les autorités compétentes, les interlocuteurs concernés et les législateurs, pour suite à donner.

37. Dans le souci d'approfondir l'utilisation des données cartographiques, le projet Open Schools Kenya a créé une page de profil pour chaque école du quartier afin de mettre les informations utiles à la disposition des parents et des élèves pour qu'ils puissent choisir en connaissance de cause l'établissement qui leur convient.

Des groupes venaient souvent à Kibera pour effectuer des projets de recherche mais les résultats n'en étaient jamais communiqués aux résidents ; par conséquent, dans un effort de transparence, chaque école s'est vue remettre un exemplaire de la carte relative à l'éducation et expliquer comment exploiter sa page de profil à partir du site Web. Nombre d'écoles de Kibera sont informelles, et le député qui représente ses résidents s'est servi des données pour leur conférer un meilleur statut et obtenir l'aide de l'État, arguant que les écoles sont peut-être informelles mais pas les élèves – ce sont des citoyens qui méritent aussi de bénéficier des services de l'État. Pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté, notamment les gens qui n'ont pas accès à Internet, les cartes ont également été peintes sur des murs du quartier. Tous ces projets ont pour but de combattre l'idée que Kibera est un lieu infréquentable en montrant qu'il s'y trouve de bonnes choses et des personnes de bonne volonté.

38. Le projet est passé à d'autres implantations sauvages pour former les habitants à la technologie, aux idées et aux compétences requises pour cartographier leurs propres zones. La Banque mondiale est associée à des activités de cartographie dans le cadre de projets menés au niveau des comtés de telle sorte que, suivant le modèle de budgétisation participative, ceux-ci puissent décider dans quels domaines – écoles, hôpitaux, marchés, etc. – et à quels endroits il est le plus nécessaire d'investir. De ces manières et de bien d'autres encore, le projet Map Kibera s'est employé à tirer parti de la technologie pour soutenir l'innovation et favoriser l'inclusion.

39. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project) souhaite connaître les incidences financières pour les usagers des plateformes numériques mentionnées et savoir si cela influe sur le nombre de personnes qui y ont recours. À son avis, la culture de la responsabilité fait défaut en Afrique, et elle se demande si la participation citoyenne accrue qui est décrite a conduit le Gouvernement à mieux s'acquitter de ses engagements.

40. **M. Ogure** (Coordonnateur du Map Kibera Trust – Kenya) précise que l'envoi d'un minime message est d'un coût très faible pour les usagers. L'expérience a montré que le coût, minimal, avait permis de réduire drastiquement le nombre de messages reçus sans rapport avec le projet ; l'existence d'un coût pour l'utilisateur, même faible, a pour effet que seuls des messages sérieux sont envoyés.

41. Le Kibera News Network (réseau de nouvelles de Kibera) a gagné la confiance de la population car il est

géré par les résidents et décrit la situation réelle. Il en va autrement des grands médias, qui viennent uniquement dans la zone lorsque survient une crise qu'ils pourront présenter sous un jour négatif. La communication de reportages vidéo aux autorités compétentes et à d'autres s'est révélée très efficace pour obtenir une action rapide. On peut citer à cet égard l'exemple récent de la vidéo montrant des écoles démolies à Kibera pour permettre l'expansion de la liaison ferroviaire entre le Kenya et l'Ouganda, qui, adressée à la Banque mondiale, à Amnesty International et au Gouvernement, a donné lieu à une réaction vigoureuse.

42. **M^{me} Hamdouni** (Maroc) estime que la coopération est essentielle à la résilience. Le Maroc fait une priorité de la coopération Sud-Sud avec les pays africains et s'est engagé dans divers projets et partenariats avec ses voisins africains, dont récemment dans la perspective d'une coopération agricole avec le Libéria et d'une coopération économique avec le Nigéria.

43. S'agissant du recours à la technologie et à l'innovation, on ne saurait faire l'usage le plus efficace de la technologie sans œuvrer au renforcement des capacités, en particulier dans les pays les plus fragiles. M^{me} Hamdouni aimerait en savoir davantage sur des solutions concrètes en ce qui concerne le renforcement des capacités, en particulier dans les régions où les infrastructures font défaut.

44. **M^{me} Triyanti** (grand groupe des enfants et des jeunes) estime que l'idée d'une méthode fondée sur le travail en réseau de façon durable ne peut fonctionner sans chef de file. Elle souhaiterait savoir s'il existe des pratiques exemplaires concernant le type de direction nécessaire, ce qui fonctionne en Afrique sur le plan de la durabilité, et s'il y a des partenariats multipartites où des institutions scientifiques et de recherche participent à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. Pour ce qui a trait à l'éducation, elle est d'avis que, dans le contexte de la réduction des effets des catastrophes et des conflits, l'investissement dans le renforcement des capacités et l'éducation des jeunes et des filles est tout aussi important que l'investissement dans les secours d'urgence et le relèvement, dans la mesure où il définira la résilience pour l'avenir.

45. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project), se faisant l'écho de questions reçues sur Instagram et Twitter, demande comment il est possible de parler de résilience pour l'innovation quand la vaste majorité des nouvelles revendications de propriété intellectuelle viennent d'Asie, des États-Unis d'Amérique et

d'Europe, mais aucune d'Afrique, selon les informations communiquées par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Un participant intervenant par l'intermédiaire des médias sociaux aimerait également savoir quel environnement de politique générale est nécessaire à la réalisation de l'inclusion.

46. **M^{me} Jallah** (Ministre de la santé et des affaires sociales du Libéria) déclare que, pour élargir les partenariats public-privé, il importe de former les jeunes afin qu'ils soient aptes à reprendre en main les nouveaux systèmes pour en garantir la viabilité à long terme et l'appropriation nationale. Il faut une direction collaborative pour que les pays puissent se réunir autour d'objectifs communs et adhèrent à la nouvelle situation.

47. Quant aux politiques, il convient de répondre à des questions fondamentales, tout d'abord en fixant des objectifs – quel est le problème à régler ? Ensuite, une nouvelle stratégie s'impose – quelles mesures faut-il prendre ? Enfin, la question doit être posée : qui paiera ?

48. **M^{me} Gawanas** (Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique) souligne que les causes des conflits ont à voir avec l'exclusion et l'impression que les personnes ne sont pas consultées pour les décisions qui ont une incidence sur leur vie. En ce qui concerne les rôles de chacun dans l'action à mener, la population est la plus au fait et doit participer à l'élaboration des solutions pour qu'elles aient une incidence durable. Il faut un environnement politique qui favorise l'inclusion.

49. En ce qui concerne la propriété intellectuelle, l'innovation ne se produit pas de manière isolée, et les idées doivent être appuyées par des ressources et protégées. Il faut réfléchir plus avant à la manière de parvenir à cela. Afin d'accroître la cohérence et l'intégration des politiques, les divers ministères des gouvernements doivent se concerter et harmoniser leurs approches.

50. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project) signale qu'un participant a demandé sur Twitter où se trouvaient les financements pour les innovations en question ; il existe nombre de solutions mais aucun moyen de les mettre en œuvre.

51. **M. Muhammad Bande** (Nigéria) considère que le fait que le continent africain soit venu à bout de l'esclavage et de l'apartheid montre bien que la volonté politique n'y manque pas. La jeunesse est l'un des thèmes principaux des activités de l'Union africaine, et les jeunes ont surmonté de nombreuses difficultés. D'importants efforts sont déployés dans le domaine du

renforcement des capacités ; de fait, l'Union africaine a créé son premier institut d'administration du développement il y a plus de 50 ans, en 1967. Des projets novateurs tels que Map Kibera sont très encourageants ; il importe de plaider autant que possible pour que de telles initiatives bénéficient des financements nécessaires.

52. **M^{me} Ibrahim** (Première Vice-Présidente et Cheffe de la division des marchés pour le Moyen-Orient et l'Afrique chez Ericsson) estime, s'agissant du renforcement des capacités, que l'accès à Internet n'est pas encore large et que la mise à profit du spectre de la télévision analogique, peu utilisé, serait d'un meilleur rapport coût-efficacité pour étendre la couverture.

53. Le secteur privé est déjà bien représenté en Afrique, et l'on pourrait élaborer des politiques publiques qui l'obligent à redistribuer une partie de ses profits en innovation et en infrastructures afin de soutenir les pôles d'innovation, par exemple. En ce qui concerne la propriété intellectuelle, l'argent mobile est une bonne illustration. Si un tel produit est créé à l'échelle locale, il appartient à ses créateurs et peut être revendu pour obtenir des fonds à investir dans l'innovation.

54. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project) considère que la gouvernance, au mieux, facilite, et au pire, entrave le développement. Elle demande aux participants leurs vues au sujet de ce qui peut être fait quant aux facteurs qui compromettent la transformation en Afrique.

55. **Le Président** déclare qu'il souhaiterait en entendre davantage sur la manière dont la technologie peut être utilisée pour aider les handicapés en Afrique. Il aimerait également savoir si les données météorologiques peuvent être utilisées par les urbanistes pour améliorer les conditions de vie dans les bidonvilles et autres implantations sauvages en orientant les décisions tendant à déterminer si telle ou telle implantation devrait être pérennisée ou déplacée dans un endroit plus sûr et plus hospitalier. Les villes d'Afrique croissent et s'étendent à un rythme soutenu et cela suppose une certaine mesure de planification rationnelle.

56. **M. Selker** (Directeur des ventes internationales de l'Observatoire hydrométéorologique transafricain) rappelle que son organisation a été fondée par des scientifiques et que les données qu'elle produit sont mises gracieusement à la disposition d'autres scientifiques, à l'appui des droits de propriété intellectuelle. Pour ce qui est de la planification future, le climat est en train de changer et, bien qu'il n'existe

actuellement pas de données historiques permettant de connaître les changements survenus en Afrique par le passé, il importera de disposer à l'avenir d'un long jeu de données pour guider l'attitude à adopter face à l'évolution des conditions. Bien que la plupart des stations météorologiques se trouvent dans des zones rurales en raison de l'accent mis sur la nécessité de fournir des données au profit de l'agriculture, il sera certainement possible d'en installer dans des écoles situées au sein d'implantations informelles et de les confier aux bons soins d'élèves motivés. Une implantation a plus de légitimité à exister lorsqu'on a collecté des données à son sujet.

57. **M. Ogure** (Coordonnateur du Map Kibera Trust – Kenya) précise que Kibera compte 400 000 habitants répartis sur 2,5 km² ; la population est très diversifiée. Le renforcement des capacités a joué un rôle clef dans le projet. Les membres du Conseil d'administration ont rencontré un groupe de jeunes enthousiastes, qui avaient eux-mêmes trouvé l'idée d'utiliser OpenStreetMap, alors que la plupart n'avait pourtant jamais touché un ordinateur ; ils sont partis de zéro. Il est illégal de vivre sur les terres où Kibera est implantée, mais des personnes qui n'avaient pas d'autre solution s'y sont toutefois installées, alors que rien ne fonctionnait. La question de la pérennité a été soulevée ; on a fait valoir que l'État devait émettre un ordre d'expulsion et prévoir un autre lieu de vie pour les résidents. ONU-Habitat commence à apporter son aide sur place et l'entreprise qui construit l'extension de la ligne ferroviaire bâtit aussi des logements permanents pour les habitants. On espère que ces efforts permettront à terme que le bidonville n'en soit plus un.

58. **M^{me} Phaladi** (fondatrice et Directrice exécutive du Gogontlejang Phaladi Pillar of Hope Project) invite les participants à faire part des engagements pris par leurs organisations et pays respectifs.

59. **M. Ogure** (Coordonnateur du Map Kibera Trust – Kenya), rappelant la devise selon laquelle « savoir, c'est pouvoir », dit que son organisation s'emploiera à rendre visibles les invisibles en utilisant des données et au moyen du journalisme citoyen. Il se propose d'étendre ces méthodes à toute l'Afrique avec l'aide de l'ensemble des partenaires de développement.

60. **M. Selker** (Directeur des ventes internationales de l'Observatoire hydrométéorologique transafricain) déclare que son organisation entend prêter attention à la qualité des données qu'elle produit. L'efficacité et la viabilité des efforts tendant à acquérir des données et l'adhésion et l'intérêt collectif suscités par la démarche assureront l'avenir du projet.

61. **M^{me} Ibrahim** (Première Vice-Présidente et Cheffe de la division des marchés pour le Moyen-Orient et l'Afrique chez Ericsson) estime que l'élaboration des politiques revêt une importance cruciale et que l'ONU peut jouer un rôle dans le dialogue y afférent. Son entreprise est fermement attachée à l'expansion de l'accès à haut débit en Afrique, comme en témoignera sa participation en personne à la prochaine réunion de la Commission « Le large bande au service du développement durable », qui se tiendra au Rwanda.

62. **M^{me} Gawanas** (Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'Afrique) rappelle que le monde entier a fixé les objectifs du Programme 2030, et que l'Afrique s'est dotée de son propre programme sous la forme de l'Agenda 2063. La communauté internationale doit maintenant faire preuve de cohérence et soutenir l'Afrique en conséquence. La coopération Sud-Sud est essentielle pour permettre aux pays d'apprendre les uns des autres et de tirer profit des économies d'échelle.

63. **M^{me} Jallah** (Ministre de la santé et des affaires sociales du Libéria) dit qu'elle rentrera chez elle plus riche des pratiques d'excellence qui sont ressorties du dialogue. Elle sollicitera l'aide de l'ONU pour acquérir des technologies adaptées au contexte régional et améliorer la détection transfrontière des maladies infectieuses.

64. **Le Président**, clôturant le débat, déclare que les participants lui ont donné beaucoup d'espoir en ce qui concerne l'avenir de l'Afrique.

La séance est levée à 12 h 40.